# Pour que la guerre hybride d'aujourd'hui ne soit pas une nouvelle drôle de guerre : la nécessaire émergence d'un patriotisme européen comme arme de dissuasion

Christophe Hamonet

*13/11/2026*

Les pays membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni et la Norvège sont victimes d'une série d'actes hostiles sur leur territoire, attribués à la Fédération de Russie et qualifiés de guerre hybride. Ces opérations, menées en deçà du seuil d'un affrontement militaire ouvert, comprennent des actions clandestines dont certaines ont eu des conséquences mortelles. Entre 2014 et 2025, pas moins de 219 incidents de guerre hybride suspectés d'être liés à la Russie ont été recensés en Europe, comprenant notamment des actes de sabotage, des tentatives d'assassinat et des attaques électromagnétiques (Center for Strategic and International Studies, *Enter Europe's Cyber Deterrence*, 2026).

L'interprétation commune est qu'il s'agit pour la Russie de punir les pays qui soutiennent la lutte de l'Ukraine pour sa liberté et son indépendance.

Mais cette guerre hybride n'aurait-elle pas une finalité plus subtile, qui s'apparenterait davantage à une opération de guerre psychologique visant l'opinion publique européenne qu'à une simple stratégie de sabotage ?

La période de drôle de guerre, qui précéda l'invasion de la France par l'Allemagne nazie de septembre 1939 à mai 1940, peut-elle nous éclairer sur les véritables motivations et objectifs de la Russie d'aujourd'hui ? Enfin, quel rôle l'attachement des citoyens européens aux valeurs communes de l'Union européenne peut-il jouer pour dissuader la Russie d'une agression, cette fois-ci militaire et non plus seulement hybride ?

Cette guerre hybride pourrait poursuivre plusieurs objectifs participant à une campagne de guerre psychologique. Elle pourrait servir, comme la drôle de guerre, à nous accoutumer à la menace d'une invasion russe tout en la rendant irréelle, pour mieux nous surprendre. Elle pourrait aussi viser à éliminer le sentiment d'urgence du discours de nos gouvernants et, enfin, elle pourrait chercher à fossiliser notre pensée stratégique militaire dans les guerres du passé, sans intégrer la révolution de la guerre moderne telle qu'elle se livre en Ukraine.

Souvenons-nous tout d'abord comment ces trois éléments contribuèrent à la défaite de la France au printemps 1940.

Après l'échec désastreux d'une diplomatie d'apaisement de l'Allemagne hitlérienne, la France et l'Angleterre honorent leurs engagements envers la Pologne à la suite de son invasion, le 3 septembre 1939. La guerre est déclarée ; les armées françaises et britanniques mobilisées occupent une position défensive sur les frontières.

La drôle de guerre qui suivit, *Phoney War* pour les Anglais, se caractérisa par une passivité militaire presque totale sur le front français, à l'exception d'une incursion militaire française en Sarre.

La menace était là, mais l'inaction la rendait lointaine, incompréhensible, voire irréelle. L'attente d'un combat qui ne vient jamais finit aussi par mettre en doute la nature de la menace. Ce mécanisme d'attente subie favorisa une crise du moral chez les soldats français, comme le rappellent Maude Williams et Bernard Wilkin dans leur ouvrage *French Soldiers' Morale in the Phoney War, 1939–1940* (Routledge, 2019), et Julian Jackson dans *The Fall of France* (Oxford University Press, 2003). C'est avec un moral considérablement affaibli par huit mois de drôle de guerre qu'une grande partie des soldats français affronta l'invasion du 10 mai 1940.

Cette phase d'immobilisme eut un autre effet délétère, celui de faire disparaître le sentiment d'urgence du discours politique et, en conséquence, de l'opinion publique. Pour faire face à la menace allemande, tout semblait avoir été fait. Les responsables politiques, comme nous le rappelle Philip Nord dans *Defeat and Division: France at War, 1939–1942* (Cambridge University Press, 2022), souhaitaient prolonger une stratégie d'attente en se limitant à l'adoption d'une posture défensive, pour gagner un temps précieux considéré comme un facteur stratégique de victoire. Cette accoutumance politique à l'immobilisme contribua à entretenir chez les Français un sentiment trompeur de sécurité et l'illusion de pouvoir obtenir une victoire sans combats. Les dirigeants de la drôle de guerre n'ont pas su préparer la nation à l'affrontement ; cette conviction rassurante de vaincre sans se battre contribua à la défaite de 1940.

Enfin, la passivité de la drôle de guerre affecta également la lucidité des états-majors et des dirigeants politiques, incapables de penser la rupture stratégique révélée par les offensives allemandes de 1939 et 1940. La Blitzkrieg, fondée notamment sur la concentration des blindés, l'appui aérien et la rapidité des opérations, permit à l'Allemagne de vaincre la Pologne en quelques semaines, avant de surprendre les armées alliées en mai 1940.

« L'École de Guerre nous a trompés », rapportait Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*, reprenant les paroles d'officiers français déçus de l'incapacité de l'état-major français à intégrer les leçons de la campagne de Pologne. J'ajouterai que l'immobilisme militaire de la drôle de guerre a contribué à sa torpeur coupable.

La guerre hybride ne serait-elle pas là, elle aussi, pour nous faire perdre de vue la prochaine rupture stratégique ? Observons comment réagit l'Europe d'aujourd'hui ses dirigeants, son opinion publique et ses responsables militaires.

Face à cette guerre hybride russe bien réelle, nos gouvernements se limitent à adopter, comme la France de 1939, une posture essentiellement défensive, tout en honorant nos engagements financiers et diplomatiques pour la défense de l'Ukraine. Ils risquent ainsi d'entretenir la même conviction que le temps long et les sanctions économiques joueront nécessairement contre la Russie, comme ils devaient jouer contre l'Allemagne de 1940.

Nos dirigeants européens, comme les responsables politiques français de 1939, entretiennent un sentiment trompeur de sécurité, selon lequel la nature hybride de la menace la rendrait éphémère,

indolore et superficielle. Il suffirait d'attendre, de protéger nos sites stratégiques, de voter des budgets favorisant un lent réarmement de l'Europe pour, espère-t-on, dissuader le Kremlin d'agresser militairement notre espace européen commun. Nos gouvernants semblent encore prisonniers, comme ceux de la France de 1939, de l'idée d'une « victoire sans combats ».

Quant à l'opinion publique, il semblerait qu'aujourd'hui une grande partie des Européens, surtout ceux de l'Ouest, ne soit pas prête à se battre pour défendre son pays, selon plusieurs enquêtes d'opinion. Cette guerre hybride, qui nous rend la menace russe bien présente mais distante de notre vie quotidienne, comme la drôle de guerre rendait la menace nazie lointaine, entretient cette démobilisation de l'opinion publique européenne.

Seuls nos responsables militaires, grâce entre autre à l'expérience et à l'héroïsme des armées ukrainiennes, semblent avoir très sérieusement entrepris l'apprentissage de cette nouvelle forme de guerre, pour préparer nos armées et mettre à jour nos doctrines, une démarche en contraste avec celle de l'état-major français de 1939. Ainsi par exemple, Le 12 octobre 2026, le général américain Alexus Grynkewich, commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe (SACEUR), a exceptionnellement présenté publiquement à Varsovie une nouvelle doctrine militaire, baptisée « Theory of Victory », destinée à dissuader toute agression russe en démontrant la capacité de l'Alliance à bloquer, neutraliser et détruire les forces d'un éventuel envahisseur.

Nous savons désormais qu'une prochaine guerre en Europe sera caractérisée par l'emploi massif de milliers de drones, de robots combattants et de missiles frappant notamment les infrastructures civiles. La victoire dépendra de la maîtrise des chaînes logistiques permettant de fournir les matières premières et les composants technologiques nécessaires à ces nouvelles armes de masse, mais également de la protection des populations, des infrastructures de transport de l'énergie et des réseaux de données.

Nos militaires l'ont bien compris, et communiquent, sans ambiguïté, sur ce sujet.

Malheureusement, rien de comparable n'est cependant entrepris par le pouvoir politique pour préparer l'opinion publique, la sortir de sa torpeur et de l'illusion d'une guerre qui ne se produirait pas, parce qu'elle ne serait aujourd'hui qu'hybride, donc insaisissable. Nos dirigeants se limitent, coupablement à nous tenir informer, sans jamais, véritablement nous préparer. Un service minimum que les urgences sociales, économiques ou environnementales ne peuvent justifier.

Entre octobre 2026 et la fin de l'année 2027, neuf pays représentant plus de la moitié de la population de l'Union européenne, connaîtront une élection nationale majeure susceptible d'influencer l'orientation de leur pouvoir exécutif : l'Espagne dès novembre 2026, puis notamment la France, l'Italie, la Pologne, la Grèce, la Finlande, l'Estonie, la Slovaquie et la Slovénie en 2027. Etonnamment, malgré l'actualité de la guerre en Ukraine et la guerre hybride aux actions désormais quotidiennes, la menace d'une invasion de la part de la Russie n'est un argument de campagne que dans les pays qui partagent une frontière avec elle.

La distance géographique ne peut seule justifier l'indifférence des européens de l'Ouest face à cette perception de danger imminent présente chez les européens de l'Est.

D’autant plus que les sondages montrent qu’une large majorité des Européens, à la fois de l’Ouest et de l’Est, considèrent l'invasion russe de l'Ukraine comme une menace importante pour la sécurité de l'Union européenne (Commission européenne, *Eurobaromètre standard 105*, 2026, 76 %), et qu'une petite majorité des personnes interrogées dans neuf pays de l'Union considère le risque de conflit avec la Russie comme élevé ou très élevé (Le Grand Continent / Cluster 17, *Eurobazooka*, décembre 2025, 51 %).

C’est donc aux classes politiques ouest européennes, notamment celles engagées dans un processus électoral, d’introduire l'éventualité d'une guerre avec la Russie parmi les menaces existentielles pour nos pays, c’est également à elles de nous mobiliser autour de ce qui nous unit: le respect des libertés individuelles, le respect de l'État de droit, la promotion de la paix et de la prospérité, la protection de l'environnement, pour ne citer que les principales.

Car ces valeurs sont chères aux Européens ; elles font partie, selon eux, des valeurs auxquelles ils sont personnellement les plus attachés (Commission européenne, *Eurobaromètre standard 66*, 2006 : « Quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ? »), et ces mêmes Européens reconnaissent le rôle de l'Union européenne dans leur protection et leur promotion (Commission européenne, *Eurobaromètre standard 66*, 2006 : « Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne ? » ; *Eurobaromètre standard 103*, 2025, question relative aux valeurs représentant le mieux l'UE).

Les traités d'assistance, notamment l'article 5 de l'OTAN et l'article 42, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne, ne suffiront pas, à eux seuls, à dissuader une Russie agressive. Pas davantage qu'une politique de l'autruche, espérant que le pire ne se produira jamais et comptant sur le temps long, face à un adversaire qui pourrait être encouragé par la torpeur de l'opinion publique européenne.

Clausewitz identifie, dans son traité *De la guerre*, trois forces dont l'interaction caractérise la guerre : les passions populaires, le hasard et le talent militaire, ainsi que la rationalité politique du gouvernement. C'est ce qu'il appelle la « trinité remarquable ».

Les gouvernants français de la drôle de guerre n'ont pas su mobiliser la passion des Français face à la menace existentielle de l'Allemagne hitlérienne. Il est tentant de penser que l'issue de l'invasion allemande de 1940 aurait pu être différente face à une population française passionnément motivée.

Aujourd'hui, dans cette période de guerre hybride, il appartient à nos dirigeants européens, et particulièrement à ceux qui recherchent un mandat populaire en 2027, de nous mobiliser autour de la défense de nos valeurs communes, auxquelles nous, européens, sommes collectivement et viscéralement attachées et qui animent notre vie quotidienne et nos espoirs d’un futur encore meilleur, demain, pour nos enfants.  Cet attachement émotionnel associé à la nécessité désormais bien comprise par tous les citoyens de l’UE d’une souveraineté européenne, forment les principes fondateur d’un véritable patriotisme européen qui constitue notre meilleure force de dissuasion.

Une Russie agressive et expansionniste, nourrie du mythe de sa victoire dans la « Grande Guerre patriotique », grâce au « patriotisme sacré » de son peuple, saura comprendre la valeur défensive d'un patriotisme européen assumé, où chaque citoyen, conscient des enjeux existentiels de la menace et désormais mobilisé, saura faire sa part pour défendre ce qui lui est le plus cher.